



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Elections-europeennes-de-2014-Courrier-international-prepare-le-terrain>

Élections européennes de 2014 : Courrier international prépare le terrain

- L'information - Politique - Elections de 2014 -



Date de mise en ligne : mercredi 26 mars 2014

Description :

Répétition générale avant le grand cirque médiatique européen ?

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Les élections municipales ne sont pas encore terminées, que l'attention médiatique semble déjà se tourner vers les prochaines échéances électorales : les élections européennes. Dans cette perspective, *Courrier international* nous offre, dans son édition du 6 mars 2014, un chef d'oeuvre de propagande eurobéate, dans la droite ligne du traitement médiatique du référendum sur la Constitution européenne de 2005 [1].

Le dossier spécial Union européenne du numéro de *Courrier international* est constitué de trois articles supposés faire le tour du sujet (voir les références des articles originaux en annexe). Son titre annonce bien l'orientation choisie : « *Le populisme se nourrit du chômage* ».

Le terme « populisme » est cité onze fois en un seul article, mais pas une seule fois expliqué. Pourtant, comme [nous l'écrivions dès 2006](#), le terme, outre qu'il est très flou, est loin d'être neutre : « *Ces élites sociales sont par définition - la définition qu'elles donnent d'elles-mêmes - des élites éclairées. Elles se rassemblent au sein d'un cercle : le cercle de la Raison. Au centre de ce cercle, les distributeurs de légitimité médiatique qui, se posant en arbitres du débat public, le réservent à leurs pairs - experts, managers, leaders - qui partagent avec eux l'ethnocentrisme de classe non dénué d'arrogance qui nourrit leurs dénonciations du "populisme" ».*

Le terme « populisme » permet donc de (dis)qualifier d'emblée tous ceux qui contestent d'une manière ou d'une autre l'ordre des choses façonné, défendu et légitimé par les « élites éclairées ». On assiste alors à une dénonciation de l'ensemble des mouvements critiques à l'égard des orientations politiques prises par l'Union européenne, mises systématiquement dans un même sac poubelle.

Le grand fourre-tout europhobe

Le populisme rassemble donc des « *mouvements nationalistes* », de « *la xénophobie* » et des « *partis antieuropéens* », peut-on lire dans le premier article du dossier. Ces populistes ont la fâcheuse habitude de « [simplifier] *les choses dans un monde complexe* », de jouer sur les sentiments irrationnels et « *désenchantés* » des masses, et de « *séduire* » le peuple grâce à l'utilisation d'une « *dimension épique* », « *avec une grande habileté [...] pour leur plus grand profit électoral.* » Les élites qui n'abandonnent jamais leur noble mission pédagogique, sont cependant bienveillantes avec le peuple, dont « *l'engagement citoyen est en berne* » ; « *c'est la raison pour laquelle il faut prévenir les gens que derrière ce message "il n'y a rien" »*, et « *éloigner les citoyens des griffes du populisme* ».

Mais les populistes sont aussi dangereux. « *Le populisme est profondément anti. Il n'est jamais en faveur de quelque chose. Il est toujours anti. Il est hétérogène. Mais nous savons qu'il est antiautorité, antieuro.* » Pire encore, « *tout ce qu'ils veulent, c'est brûler la maison où nous vivons tous pour rester avec un terrain vague qu'ils croient à eux* », ce qui s'apparente à « *un retour au postulat démenti par l'Histoire selon lequel "on est mieux seuls."* »

Face à des adversaires aussi caricaturaux, rien de tel que l'invocation manichéenne d'un héroïsme européen, et qu'un appel grandiloquent aux europhiles pour « *insuffler une grandeur, une dimension épique, à leur messages* », afin de « *combattre la montée du populisme* » et de « *créer une Union "plus forte et plus résistante"* » - en effet, « *le rêve doit être l'union politique.* » Des figures courageuses sont mises en avant, telles que... l'ancien patron de la filiale européenne de la banque Goldman Sachs et ancien Président du conseil italien Mario Monti, qui « *n'a pas hésité une seconde* » à déclarer sa « *préoccupation* » vis-à-vis du populisme.

Mais, nous rassure-t-on, « le Conseil n'exclut pas que le populisme finisse par être rejeté, ce qui ferait de l'Union européenne un espace plus uni et démocratique. » Que ces « élites » se félicitent de la disparition d'un éventail de courants politiques et d'un pan entier du débat public, en dit long sur leur conception de la démocratie. Une démocratie qui cause d'ailleurs bien des soucis : « Jusqu'ici, ces élections ont toujours été des élections nationales camouflées. Aujourd'hui, elles sont véritablement européennes, et elles constituent un grand risque pour l'avenir de l'Europe ». On comprend donc que la démocratie est un véritable danger pour l'Union européenne. Une démocratie d'autant plus inacceptable lorsqu'elle est directe, à l'instar des référendums suisse, contre lesquels l'article nous « met en garde ».

Sources euro-béates et libérales, conclusions au diapason

Ce premier article est entièrement basé sur les conclusions d'une conférence organisée par l'Institut Berggruen, un think tank ayant pour objectif « l'étude comparative et [...] la conception de systèmes de gouvernance adaptés aux défis complexes spécifiques au XXI^e siècle. » Sa branche européenne, le Conseil pour le futur de l'Europe, a pour but de rassembler « un groupe réduit d'éminentes personnalités politiques de la région afin d'examiner, de débattre et de recommander des voies à suivre pour une Europe unifiée. » La liste des membres de ce think tank suffit à connaître le tropisme idéologique de leurs conclusions : M. Alain Minc, M. Nicolas Sarkozy, M. Tony Blair, M. Pascal Lamy, M. Jacques Delors, M. Mario Monti, M. Gerhard Schröder, ou encore l'américain M. Eric Schmidt, ancien PDG de Google...

Avec un tel casting, rien d'étonnant à ce que les auteurs du papier s'inquiètent d'« un autre risque, qui concerne les attaques contre le marché intérieur, la concurrence. L'une des conséquences serait la hausse du protectionnisme », qui serait « la réaction la plus facile. » Il importe donc de « rallier les Européens continentaux à l'esprit compétitif anglo-saxon », afin de « rétablir la confiance des marchés », à l'instar des « pays du Sud européen [qui] ont démontré qu'ils étaient capables de mettre en oeuvre des politiques » allant dans ce sens.

Dans un souci d'impartialité et de contrepoint, l'article rapporte les conclusions d'un autre think tank concurrent : Notre Europe - Institut Jacques Delors, présidé par... M. Pascal Lamy ! Ce dernier, rassurant, affirme alors que « la mission de l'UE est de civiliser la mondialisation. »

Basé sur un débat sanglant entre le pro-européen Jörg Asmussen (ancien secrétaire d'État allemand social-démocrate, ancien membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, membre du conseil de surveillance de grandes entreprises allemandes...) et le pro-européen Ignacio Fernandez Toxo (secrétaire général du syndicat espagnol Comisiones Obreras et président de la Confédération européenne des syndicats), ce second article consiste en un long plaidoyer en faveur de la sacro-sainte « mobilité professionnelle », « un diagnostic que partagent » les deux hommes, malgré leurs prétendues « nombreuses divergences ».

Convaincre... ou persuader ?

Ces deux premiers articles tirés du quotidien espagnol *El País* sont opportunément accompagnés d'un court article du quotidien britannique *The Guardian*, consacré au retour du parti néo-nazi et « europhobe » Aube dorée en Grèce, avec tout le champ lexical de la peur et de la violence qui va avec.

On apprend ainsi que « le parti néofasciste Aube dorée », « le mouvement politique le plus violent d'Europe », composé de « milliers de militants vêtus de noir », « demeure la troisième force politique du pays et pourrait remporter au moins 10 % des suffrages en surfant sur la grogne anti-austérité et la lassitude des Grecs à l'égard de la classe politique ». Après avoir raconté la commémoration « bruyante » d'une grave confrontation territoriale entre la Grèce et la Turquie, où étaient regroupés « plus de 50 000 personnes », l'article rapporte les propos d'un des

chefs du parti devant une foule de militants : « *Ils nous jettent en prison. Sommes-nous pour autant affaiblis ? Non. Nous sommes plus forts et encore plus puissants. Et bientôt nous serons au pouvoir.* »

À ces rodomontades d'extrême droite, l'article oppose un « *gouvernement grec, formé d'une coalition fragile de deux partis* », et l'« [inquiétude] *des vingt-huit pays européens.* »

Avec ce dossier à sens unique, glorifiant des élites éclairées et méprisant toute contestation de l'ordre européen existant, assimilée en bloc et systématiquement à un « populisme » honni, quand ce n'est pas aux mouvements les plus xénophobes et violents, *Courrier international*, qui promet pourtant à ses lecteurs [une « confrontation des points de vue »](#), se fait le porte-voix de l'Europe libérale et de ses « élites bienveillantes »...

Jérémie Fabre

Annexe : trois articles univoques pour un dossier bien maigrelet

- ▶ [« Union européenne. Le populisme se nourrit du chômage »](#).

Article original : [« Letta : "Los europeístas no tenemos un sueño, los otros sí" »](#), *El País*, 27 février 2014.

- ▶ [« La mobilité contre la xénophobie »](#)

Article original : [« El foro aboga por más movilidad laboral »](#), *El País*, 27 février 2014.

- ▶ [« En Grèce, Aube dorée ressort de l'ombre »](#).

Article original : [« Greece's Golden Dawn to form new party if banned from polls »](#), *The Guardian*, 2 février 2014.

[1] Voir ici-même : [« Un livre d'Acrimed : Médias en campagne. Retours sur le référendum de 2005 »](#).